

UNE FEMME ET 8 HOMMES

Qui sont les nouveaux membres
du gouvernement ?

Une femme, Iman Houda Feraoun, et huit hommes (Abderrahmane Benkhalfa, Salah Khebrî, Abdelkader Ouali, Boudjemaâ Talai, Tahar Hadjar, Azzedine Mihoubi, Tahar Khaoua et Mustapha Karim Rahiel) font leur entrée au gouvernement Abdelmalek Sellal. Aux profils universitaires, technocratiques et intellectuels affirmés, originaires de plusieurs régions du pays, les nouveaux membres de l'exécutif n'ont jamais exercé, sauf dans le cas du ministre de la Culture Azzedine Mihoubi, de responsabilités ministérielles. Leur désignation survient dans le contexte national marqué notamment par la

baisse des revenus pétroliers, les affaires de corruption qui minent les secteurs de l'énergie et des travaux publics et par plusieurs polémiques. Les nouveaux désignés aux TIC, finances, énergie, travaux publics, transports, enseignement supérieur et recherche scientifique, culture, relations avec le Parlement et directeur de cabinet) pourront-ils mieux faire que leurs prédécesseurs ? Leur désignation contribuera-t-elle à booster le développement des secteurs qui leur ont été confiés ?

Cherif Bennaceur

Abderrahmane Benkhalfa
aux finances

Un technicien à la tête du ministère des Finances.

Analyste financier et économique, Abderrahmane Benkhalfa succède à Mohamed Djellab au poste de premier argentier du pays.



Originaire de Tيارت où il est né en 1959, le nouveau ministre des Finances est un diplômé en sciences de gestion (obtenu à Grenoble). Ayant exercé au sein d'une banque publique, Abderrahmane Benkhalfa a occupé les fonctions de porte-parole et délégué général de l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (Abef) durant la décennie 2000 et jusqu'en janvier 2013. Exerçant par la suite un rôle de consultant et d'analyste, Abderrahmane Benkhalfa s'exprimera à maintes reprises, dans les médias ou lors de séminaires et conférences, de manière libre et souvent à contrecourant de la réserve dont il se prévalait et de la conduite gouvernementale de la chose économique. Une liberté de propos et des avis clairs sur la gestion des finances et des dépenses publiques, la valeur de la monnaie nationale, le commerce extérieur ainsi que la gestion de l'impact de la baisse des prix du pétrole et autres problématiques économiques actuelles qui risquent d'être incompatibles avec la nouvelle fonction ministérielle.

Salah Khebrî à l'énergie

Un expert des questions pétrolières remplace Youcef Yousfi à la tête du ministère de l'Énergie.

Universitaire, détenteur d'un impressionnant curriculum vitae, Salah Khebrî est un spécialiste des hydrocarbures,



de l'économie pétrolière, notamment. Ancien cadre de la compagnie nationale Sonatrach, il avait enseigné au sein de l'Institut national des hydrocarbures et de la chimie (INHC) avant de prendre, dès 2006, la direction de l'Institut algérien du pétrole (IAP), transformé par la suite en groupe, jusqu'en 2011. La désignation de cet universitaire et expert pétrolier s'inscrit, ce faisant, dans une conjoncture énergétique assez difficile, marquée par une chute des cours de l'or noir, la baisse des revenus d'exportations des hydrocarbures, l'accroissement des besoins en énergie et carburants, l'engagement assez contraint et controversé des projets de développement de Sonatrach, notamment dans le domaine de la valorisation des gaz

de schiste. Mais aussi dans le contexte des diverses affaires de corruption et malversations financières, en cours de traitement judiciaire pour certaines, et dont les répercussions ont été assez difficiles à gérer du temps de Youcef Yousfi.

Abdelkader Ouali aux
travaux publics

Un haut cadre de l'administration aux travaux publics. Abdelkader Ouali, âgé de 61 ans et licencié en droit, remplace Abdelkader Kadi à la tête de ce département névralgique.



Coordinateur de la campagne électorale du président de la République en mars-avril 2014 et désigné à la direction du cabinet du Premier ministre en mai 2014, Abdelkader Ouali avait exercé les fonctions de secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales entre 2005 et 2013. Auparavant, ce juriste et spécialiste des questions administratives avait exercé la fonction de wali de Batna entre 2003 et 2005, de Tizi-Ouzou de 1999 à 2003, après avoir occupé le même poste à Tlemcen et Alger. La désignation de cet administrateur et juriste aux travaux publics s'inscrit dans le contexte où la poursuite des projets de développement des infrastructures notamment routières et autoroutières s'avère contrainte, ralentie et sujette à controverse, notamment dans le cas de l'autoroute Est-Ouest dont la réalisation a pâti de suspicions de corruption et malversations.

Boudjemaâ Talai
aux transports

Un opérateur économique à la tête du ministère des Transports. Né à El-Tarf en 1952, ingénieur d'Etat en génie civil,



Boudjemaâ Talai a exercé la fonction de président du groupe industriel public sidérurgie et métallurgie Imetal depuis la fin février dernier. Il dirigeait auparavant le groupe public Batimetal après avoir exercé, durant les décennies 1980 et 1990, plusieurs fonctions techniques, opérationnelles et managériales au sein de plusieurs entreprises publiques du secteur de la sidérurgie et de la construction, notamment.

La désignation de ce gestionnaire au portefeuille des transports survient dans une conjoncture particulièrement marquée par des actions de protestations cycliques des

travailleurs des secteurs aérien et ferroviaire notamment, les difficultés multiples de la compagnie aérienne Air Algérie, la controverse sur l'ouverture de l'espace aérien à l'investissement privé ...

Tahar Hadjar
à l'enseignement supérieur

Recteur de l'Université d'Alger depuis plusieurs années, Tahar Hadjar a été promu à la tête du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique.

Réputé pour ses avis tranchés sur la gestion universitaire et le développement de l'enseignement supérieur, le remplaçant de Mohamed Mebarki vient de défrayer la chronique suite à une affaire de tenue vestimentaire. Jugeant sa robe trop courte, un agent de sécurité de la Faculté de droit de Saïd-Hamdine avait failli empêcher une candidate de passer un examen d'aptitude professionnelle. Une affaire que l'ex-recteur avait qualifiée de «banale», soutenant clairement l'attitude de l'agent de sécurité, et qui soulève des questionnements sur la prégnance du conservatisme au sein de l'institution universitaire.

Azzedine Mihoubi
à la culture

Président du Haut-Conseil de la langue arabe depuis quelques mois, Azzedine Mihoubi remplace Nadia Labidi au portefeuille de la culture. Natif de Msila en 1959,

Azzedine Mihoubi avait dirigé la Bibliothèque nationale, après avoir exercé comme secrétaire d'Etat à la communication.

Ecrivain, homme de lettres, le nouveau ministre de la Culture bénéficie d'une certaine réputation au niveau des instances régionales. Sa désignation survient dans le contexte du lancement, assez controversé, de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe», et de la polémique qui oppose son prédécesseur à la secrétaire générale du Parti des travailleurs.

Mustapha Karim Rahiel
ministre directeur de cabinet
du Premier ministre

Originaire de Beni-Saf où il est né voilà 53 ans, Mustapha Karim Rahiel a été désigné ministre directeur de cabinet du Premier ministre. Directeur de cabinet du Premier

ministre depuis juin 2014, Mustapha Rahiel avait exercé plusieurs fonctions en tant qu'administrateur, chef de cabinet dans les ministères de la Santé et des Travaux publics, secrétaire général du ministère des Travaux publics et, par la suite, du ministère des Ressources en eau, président du directeur de la SGP travaux énergétiques.

Mustapha Rahiel a également exercé la fonction de directeur de l'administration générale de la SSPA/USM d'Alger, dirigée par le patron du groupe ETRHB.

Tahar Khaoua
aux relations
avec le Parlement

Militant du Front de libération nationale (FLN), président de son groupe parlementaire à l'Assemblée populaire nationale, Tahar Khaoua est le nouveau ministre des Relations avec le Parlement.

Originaire de Batna où il est né voilà plus de 47 ans, diplômé en sciences politiques et juridiques, avocat et enseignant, le nouveau ministre des Relations avec le Parlement avait exercé la fonction de président de la commission finances et budget de l'APN lors de la mandature 2002-2007.

Iman Houda Feraoun
aux TIC

Elle a à son actif une quarantaine de publications universitaires.

Iman Houda Feraoun est la nouvelle ministre de la Poste et des Technologies de l'information et de la Communication.

Directrice générale de l'Agence thématique de recherche en sciences et technologies (ATRST, ex-Agence nationale de développement de la recherche universitaire) depuis 2011, réputée pour son «patriotisme scientifique», la nouvelle ministre est originaire de Sidi-Bel-Abbès, où elle est née en 1979.

Universitaire, diplômée en physique des sols et détentrice de plusieurs titres nationaux et étrangers, elle a été également enseignante et chercheur à l'Université de Tlemcen avant de diriger l'ATRST et de siéger au sein d'autres commissions scientifiques.

